

# LES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES

## MAYENNE

### SITUATION AU 31 AOÛT 2014



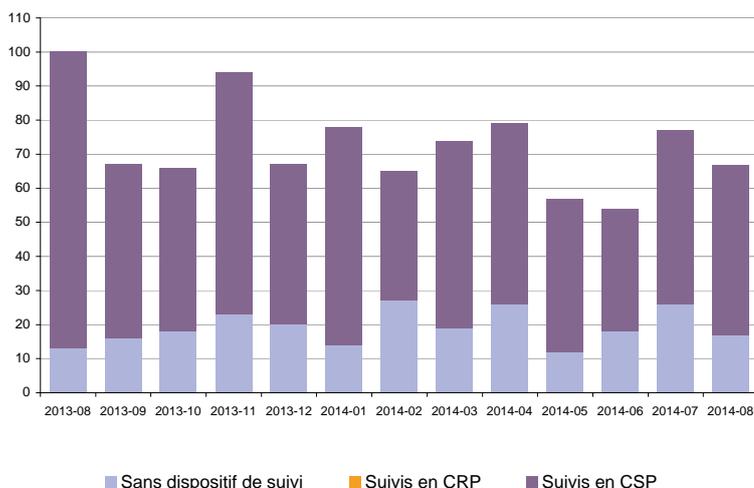
## LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

En août 2014, **67** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en baisse de **33%** par rapport à août 2013. Les licenciés avec dispositif représentent **74,6%** et affichent une baisse de **42,5%**. En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques est en forte progression d'avril 2012 à août 2013. La valeur moyenne mensuelle fléchit depuis plusieurs mois (**66** licenciements en août 2014). En un an, **845** personnes ont été inscrites pour ce motif sur le département de la Mayenne (soit une baisse de **7,1%**).

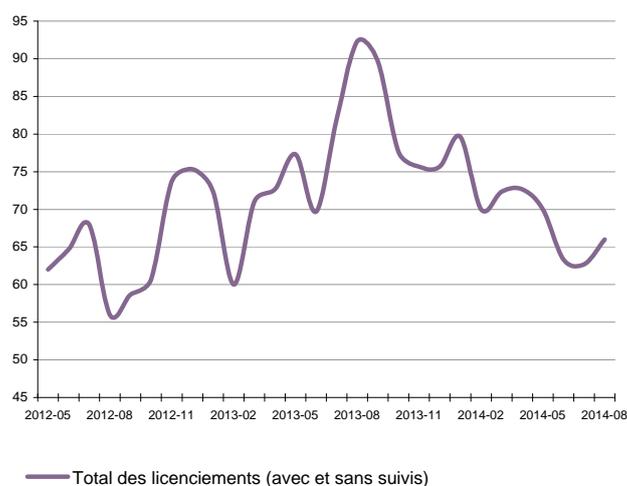
### SOMMAIRE

- 1 Les licenciés économiques
- Leurs caractéristiques socio démographiques
- 2-3 La DEFM avec dispositif

### LES INSCRIPTIONS SUITE A LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE



### MOYENNE MOBILE SUR TROIS MOIS



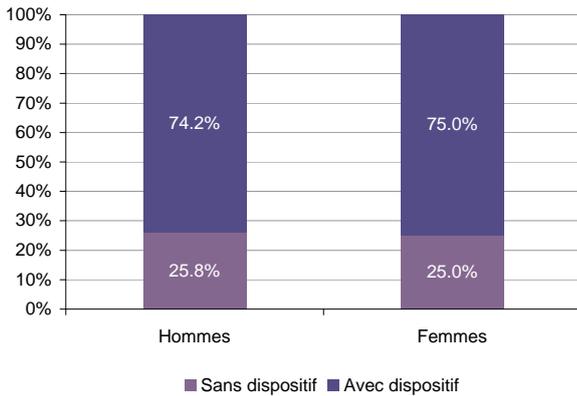
		Licenciés économiques			dont avec dispositif de suivi			dont CRP	dont CTP	dont CSP
		licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%				
Valeur mensuelle	août-14	67	17	25.4%	50	74.6%			50	
	août-13	100	13	13.0%	87	87.0%			87	
Evolution		-33.0%	30.8%		-42.5%				-42.5%	
	août-14	198	61	30.8%	137	69.2%			137	
Cumul sur 3 mois	août-13	277	41	14.8%	236	85.2%			236	
	Evolution	-28.5%	48.8%		-41.9%				-41.9%	
Cumul sur 12 mois	août-14	845	236	27.9%	609	72.1%			609	
	août-13	910	228	25.1%	682	74.9%	NC	NC	681	
Evolution		-7.1%	3.5%		-10.7%		NC	NC	-10.6%	

Source Persee

**Information méthodologique** : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

# LES CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES LICENCIES ECONOMIQUES

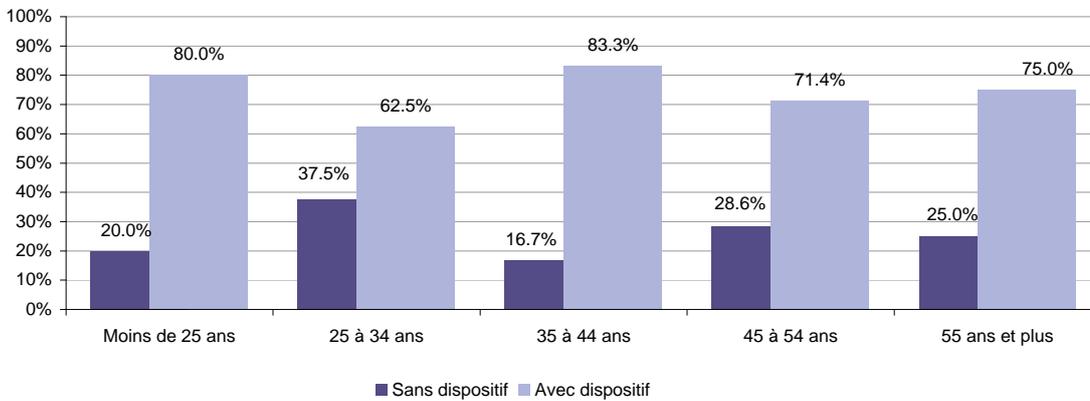
## RÉPARTITION PAR SEXE



En août 2014, la proportion des hommes licenciés économiques avec un dispositif (74,2%) est légèrement moins importante que celle des femmes (75%).

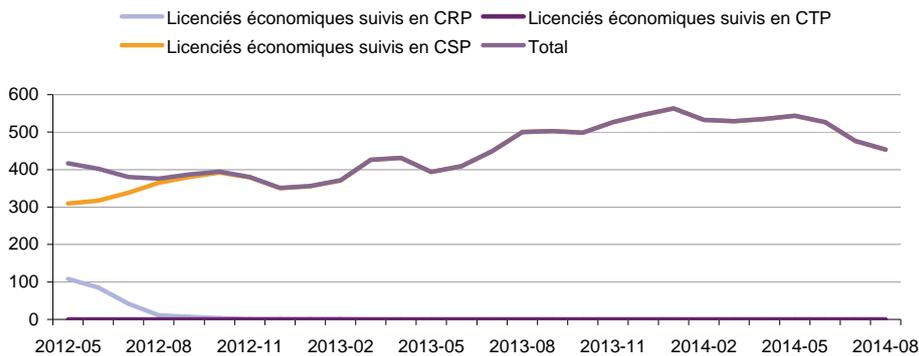
Toutes les tranches d'âge ont adhéré majoritairement à un dispositif (de 62,5% à 83,3%). Les tranches d'âge de 35 à 44 ans affichent le taux d'adhésion le plus élevé.

## RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



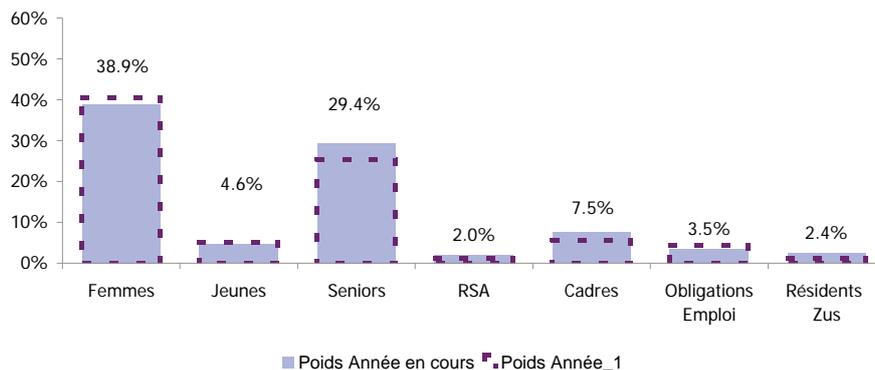
## LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)

### ÉVOLUTION DES DEFM



	août-12	août-13		août-14	
	DEFM	DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	376	500	33.0%	453	-9.4%
dont CRP	11				
dont CTP					
dont CSP	365	500	37.0%	453	-9.4%

	août-13		août-14		Evolution annuelle
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	
Femmes	202	40.4%	176	38.9%	-12.9%
Moins de 25 ans	25	5.0%	21	4.6%	-16.0%
50 ans et plus	126	25.2%	133	29.4%	5.6%
Revenus de Solidarité Active	6	1.2%	9	2.0%	50.0%
Cadres	28	5.6%	34	7.5%	21.4%
Obligations d'emploi	22	4.4%	16	3.5%	-27.3%
Résidents Zone Urbaine Sensible	6	1.2%	11	2.4%	83.3%



Source Persee

### Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASRr). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

### Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP.

Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

### Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

### Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs

[www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr](http://www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr)

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information.

Contact : statspd1@pole-emploi.fr

Directeur de publication :  
Karim KHETIB

Directeur de la rédaction :  
Josette BARREAU

Conception et réalisation:  
Service Statistiques, Etudes et Evaluation  
Catherine MOULIN et Brigitte VIGOUROUX